

OPÉRATION	
N° CONTRAT	
MONTANT DE L'OPÉRATION	
TYPE D'OPÉRATION	<input type="checkbox"/> Versement <input type="checkbox"/> Renonciation <input type="checkbox"/> Rachat partiel <input type="checkbox"/> Rachat total <input type="checkbox"/> Avance <input type="checkbox"/> Autre.....

ADHÉRENT	
Etat civil	<input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Veuf(ve) <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/> Partenaire de PACS
Nom de famille (nom de naissance)	
Nom d'usage	
Prénoms	
Date de naissance (JJ/MM/AAAA)	
Département, ville et pays de naissance	
Adresse	
Nationalité(s)	
Résidence fiscale	<input type="checkbox"/> Française <input type="checkbox"/> Autres (préciser) :

PROFIL FINANCIER		
Profession : (si retraité indiquer également la dernière profession exercée) :		
Secteur d'activité :		
Revenus nets annuels du foyer	Estimation du patrimoine du foyer :	Réparti comme suite :
<input type="checkbox"/> de 0 à 50 000 € <input type="checkbox"/> de 50 000 à 100 000 € <input type="checkbox"/> plus de 100 000 €	<input type="checkbox"/> moins de 500 000 € <input type="checkbox"/> de 500 000 à 1 000 000 € <input type="checkbox"/> plus de 1 000 000 €	<input type="checkbox"/> Placement d'épargne _____ % <input type="checkbox"/> Immobilier _____ % <input type="checkbox"/> Autre, préciser : _____

OPÉRATION RÉALISÉE PAR UNE PERSONNE POLITIQUEMENT EXPOSÉE (P.P.E) (cf. définition en annexe)	
Exercez-vous ou avez-vous exercé depuis moins d'un an des fonctions politiques, publiques, juridictionnelles ou administratives (ou un membre direct de votre famille ou toute autre personne à laquelle vous êtes étroitement associée) ? <input type="checkbox"/> Non	
<input type="checkbox"/> Oui, moi même, préciser :	
Fonction exercée : _____	Pays d'exercice : _____
<input type="checkbox"/> Oui, mon entourage, préciser :	
Fonction exercée : _____	Pays d'exercice : _____
Lien : _____	Nom / Prénom : _____ Date de Naissance : _____

ORIGINE DES FONDS (A COMPLÉTER DANS LE CAS D'UN VERSEMENT)			
Les justificatifs d'origine des fonds indiqués en annexe doivent être joints à la fiche de renseignements. Dans le cas où les fonds transitent depuis un compte à l'étranger, des justificatifs complémentaires doivent être fournis.			
<input type="checkbox"/> 1. Revenus professionnels <input type="checkbox"/> 2. Succession / héritage <input type="checkbox"/> 3. Vente d'un bien <input type="checkbox"/> 4. Transfert d'épargne <input type="checkbox"/> 5. Gains au jeu	Montant	<input type="checkbox"/> 6. Cession d'entreprise <input type="checkbox"/> 7. Donation <input type="checkbox"/> 8. Revenus locatifs <input type="checkbox"/> 9. Cession de bons au porteur <input type="checkbox"/> 10. Autre, préciser :	Montant

OBJECTIF DE L'OPÉRATION (A COMPLÉTER DANS LE CAS D'UNE SORTIE DE FONDS)	
<input type="checkbox"/> Achat immobilier <input type="checkbox"/> Financement de travaux <input type="checkbox"/> Achat de véhicule	<input type="checkbox"/> Transfert d'épargne <input type="checkbox"/> Donation (lien avec le donataire) <input type="checkbox"/> Autre, préciser :

## SIGNATURE

J'atteste l'exactitude des informations que je fournis et reconnais que celles-ci sont nécessaires au traitement de l'opération envisagée.

Cette demande sera réalisée conformément aux conditions générales et note d'information du (des) contrat(s) en cours.

J'accepte par avance de fournir tout renseignement ou pièce justificative sur la destination des fonds en cas de sortie de mon contrat d'assurance vie ou de capitalisation dans le cadre des obligations auxquelles est soumis tout assureur en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. La collecte de ces données est rendue obligatoire par les dispositions du Code monétaire et financier sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Elles sont également susceptibles d'être utilisées à des fins de gestion contractuelle et des différentes obligations pesant sur CNP assurances qui agit en qualité de responsable de traitement. Ces données sont également susceptibles d'être communiquées à l'intermédiaire en assurance de CNP Assurances et à ses prestataires.

Conformément au Règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD) et à la Loi « Informatique et Libertés » modifiée, la collecte de vos données à caractère personnel est nécessaire pour la gestion de votre dossier par CNP Assurances ou l'une de ses filiales.

Les traitements mis en œuvre ont pour finalités : la passation, la gestion et l'exécution des contrats d'assurance ; l'élaboration des statistiques et études actuarielles ; l'exercice des recours et la gestion des réclamations et contentieux ; l'exécution des dispositions légales, réglementaires et administratives en vigueur notamment la lutte anti-blanchiment, contre le financement du terrorisme et contre la fraude ; les opérations relatives à la gestion des clients ; les statistiques commerciales ; l'amélioration du service au client permettant de proposer des produits ou services réduisant la sinistralité, d'offrir un contrat ou une prestation complémentaire ; la gestion des avis des personnes sur les produits et services.

CNP Assurances ou l'une de ses filiales pourra en outre utiliser vos données à caractère personnel pour vous adresser des offres ouvertes à tous nos assurés mais qui sont particulièrement adaptées à votre profil.

Les destinataires de ces données personnelles, sont, dans le strict cadre des finalités énoncées ci-dessus : les personnels dûment habilités de CNP Assurances ou l'une de ses filiales, de leurs prestataires, partenaires, sous-traitants, réassureurs respectifs et, s'il y a lieu, les organismes sociaux des personnes impliquées, les intermédiaires d'assurance, ainsi que les personnes intéressées au contrat.

Vos données seront conservées, jusqu'à expiration à la fois des délais de prescription légaux et des délais prévus par les différentes obligations de conservation imposées par la réglementation (<https://www.cnp.fr/particuliers/info-reglementee>).

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement de vos données personnelles. Lorsqu'un consentement est nécessaire au traitement, vous disposez du droit de le retirer. Sous certaines conditions réglementaires, vous disposez du droit de demander la limitation du traitement ou de vous y opposer.

Vous pouvez également demander la portabilité des données que vous avez transmises lorsqu'elles étaient nécessaires au contrat ou lorsque votre consentement était requis.

Vous pouvez exercer ces différents droits en vous rendant sur <https://contacts.cnp.fr/donnees-personnelles-rgpd>, ou en contactant directement le service DPO par courriel ([dpo@cnp.fr](mailto:dpo@cnp.fr)) ou par courrier : CNP Assurances - Délégué à la Protection des Données - 4 promenade Cœur de Ville - 92130 Issy-les-Moulineaux.

Vous disposez également du droit de prévoir des directives relatives au sort de vos données à caractère personnel après votre décès.

Les réclamations touchant à la collecte ou au traitement de vos données à caractère personnel pourront être adressées au service du Délégué à la Protection des Données, dont les coordonnées ont été précisées ci-dessus. En cas de désaccord persistant concernant vos données, vous avez le droit de saisir la CNIL à l'adresse suivante : Commission Nationale Informatique et Libertés, 3 place de Fontenoy 75007 Paris, <https://www.cnil.fr/fr/vous-souhaitez-contacter-la-cnil>, 01 53 73 22 22.

Signature(s)\*

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\* Indiquer pour les mineurs : parents du mineur ou père ou mère ou tuteur et pour les majeurs protégés : tuteur ou curateur de sauvegarde de justice ou mandataire de protection ou personne habilitée

## ANNEXE 1 : PERSONNE POLITIQUEMENT EXPOSÉE

Est considérée comme Personne Politiquement Exposée toute personne qui exerce ou a cessé d'exercer depuis moins d'un an les principales fonctions suivantes : chef d'Etat ou de gouvernement, membre de gouvernement ou de la Commission européenne, parlementaire, membre de l'organe dirigeant d'un parti politique, ou d'une cour des comptes, membre de la direction d'une banque centrale, ambassadeur ou consul, officier supérieur assurant le commandement d'une armée, membre de la direction d'une entreprise publique ou d'une institution internationale publique, dirigeant d'une institution internationale. Sont assimilés aux PPE les membres directs de leur famille ainsi que toutes autres personnes connues pour leur être étroitement associées.

## ANNEXE 2 : JUSTIFICATIFS À JOINDRE À L'OPÉRATION (DANS LE CAS D'UNE OPÉRATION DE VERSEMENT)

### 1. Revenus professionnels

- Bulletin de salaire ou avis d'imposition
- ou  Solde de tout compte
- ou  Justificatif de vente d'actions issues de stock-options
- ou  Fiche de paie sur laquelle apparaît le versement de la prime, du bonus, de l'intéressement, de la participation

### 2. Succession / héritage

(Informations obligatoires : date du décès, nom de la personne décédée, lieu du décès, nom du bénéficiaire, montant de l'héritage correspondant au montant à justifier)

- Acte notarié
- ou  Attestation du notaire après décès

### 3. Ventes de biens immobiliers ou mobiliers

(Informations obligatoires : date, objet et prix de la vente)

- Attestation notariée
- ou  Acte de vente signé par les intervenants

### 4. Transfert d'épargne

- Relevé de portefeuille
- ou  Relevé de situation de contrat, relevé de compte bancaire, relevé de compte d'épargne, relevé de compte à terme...
- ou  Ordre de mouvements de valeurs mobilières
- ou  Avenant de rachat du contrat (informations obligatoires : date du placement, durée de détention, n° du compte ou du contrat, nom de l'établissement conservateur, montant correspondant au montant à justifier)

### 5. Gains au jeu

- Copie du chèque de La Française des Jeux ou du PMU ou du Casino
- ou  Justificatif de l'organisme de paiement

### 6. Cession d'entreprise

- Acte de vente signé par les intervenants
- ou  Copie des annonces légales pour les cessions de fonds de commerce
- ou  Attestation notariée / attestation d'avocat conseil (Informations obligatoires : nature, date et prix de la vente + date d'acquisition + nom et n° SIRET de la société vendue + identité de l'acquéreur)

### 7. Donation

- Acte de donation
- ou  Déclaration 2735 de don manuel (visé par la DGFIP)
- ou  Imprimé CERFA 11278'04 (visé par la DGFIP)

### 8. Revenus locatifs

- Avis d'imposition mentionnant les revenus locatifs
- ou  Toute pièce probante (émanant d'une administration ou d'un établissement financier) permettant de justifier les revenus

### 9. Cession de bons au porteur

- Questionnaire sur l'origine des bons
- et  Selon fiscalité au rachat, justificatif de mutation à titre gratuit

### 10. Autres cas

- Toute pièce probante (émanant d'une administration ou d'un établissement financier) permettant de justifier l'origine des fonds

### Procédure d'acceptation de fonds en provenance de l'étranger :

- Formulation de déclaration d'un compte « ouvert hors de France » (formulaire FATCA 3916)
- et  Origine des fonds présent sur ce compte (explication et justificatifs probants)
- et  Si traitement par le STDR, le contrat de transaction avec l'administration fiscale ou si le dossier n'est pas clos document « dossier de mise en conformité d'avoir détenus à l'étranger » (CERFA 15222) accompagnés des justificatifs fournis et des courriers d'accompagnement

Cette liste de pièce n'est pas exhaustive et l'assureur s'autorise à demander toute pièce complémentaire jugée utile à la vérification de l'origine des fonds.